

Turquie : Erdoğan et la stratégie de la crise permanente

[Courrier des Balkans](#) | Propos recueillis par Claire Corrion | mercredi 31 mars 2021

La Turquie s'est retirée de la Convention d'Istanbul et Recep Tayyip Erdoğan a demandé l'interdiction du HDP, la gauche pro-kurde. Dans le même temps, Ankara a repris le dialogue avec la Grèce et l'UE. L'analyse de Nora Şeni.



Recep Tayyip Erdoğan.
(Pixabay)

Nora Şeni est une historienne franco-turque. Professeure à l'Institut français de géopolitique, elle a dirigé l'Institut français d'études anatoliennes (MAE et CNRS) à Istanbul de 2008 à 2012.

CdB : □Vendredi 19 mars, Recep Tayyip Erdoğan demandait [l'interdiction du HDP, parti de gauche pro-kurde](#) et troisième force au Parlement. Le lendemain, on apprenait le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul. Alors que depuis le début de l'année, le président turc semblait plutôt faire profil bas, comment comprendre ces décisions en moins de 24 heures ?

Nora Şeni (N.Ş.) : Erdoğan fait profil bas en politique étrangère, en retirant les navires turcs de la mer Égée et en Méditerranée, il a donné quelques gages montrant qu'il voulait être plus raisonnable. Il est revenu à la table des négociations avec la Grèce et cela a suffi à l'Union européenne pour ne pas prendre de sanctions. D'autre part, à travers ces récentes décisions que vous mentionnez, Ankara dit symboliquement à l'Union européenne que la Turquie poursuit sa route vers plus d'autoritarisme et de restrictions des libertés sur la scène intérieure. C'est un pied de nez à l'UE et d'une certaine façon aux États-Unis, deux instances qui ignorent toutes les deux ce qui se passe sur la scène domestique en Turquie. Et en ne réagissant pas, l'Europe met en cause sa crédibilité en ce qui concerne la défense de ses valeurs. Les pays européens et les États-Unis se montrent indifférents à la destruction de l'État de droit au sein d'un pays partenaire et donnent la priorité exclusive à leurs intérêts à court terme. Pourtant, depuis le temps, les États occidentaux ont pu se rendre compte que sur le moyen et le long terme, cette

stratégie de *realpolitik* est un mauvais calcul, ils perdent progressivement les leviers dont ils disposent et cette complaisance de fait travaille contre leurs intérêts. □

CdB : Dans un article que vous avez publié en début d'année, vous évoquez la « stratégie de la crise permanente » [1] du président turc. Quel est l'objectif politique de cette stratégie ?

N.Ş. : C'est une façon de tester les limites, de voir jusqu'où il peut aller. En mettant ses partenaires au pied du mur sur des questions symboliques ou stratégiques, il peut d'une certaine manière voir s'il a leur aval, s'ils vont réagir ou pas. Il a vu que l'UE ne réagissait pas et que sous Trump, les États-Unis ne réagissaient pas non plus, il a donc avancé ses pions toujours plus loin. Cette stratégie lui sert à tester ses partenaires et jusqu'à présent, cela lui a très bien réussi.

Erdoğan privilégie la consolidation du noyau le plus dur, le plus conservateur, pour ne pas dire réactionnaire, de son électorat.

□

CdB : Suite au retrait de la Convention d'Istanbul, même les soutiens habituels de l'AKP - dont l'association de Sümeyye Erdoğan, la fille du président turc - ont exprimé leur désaccord. Ces récentes décisions ne risquent-elles pas de fatiguer les électeurs de l'AKP ?

N.Ş. : Sur la scène intérieure, Erdoğan privilégie la consolidation du noyau le plus dur, le plus conservateur, pour ne pas dire réactionnaire, de son électorat. Il lui donne ainsi des gages d'islamisation et effectue des sortes de petits coups d'État permanents. Cependant, il semble peu se soucier aujourd'hui de son poids électoral. Selon les sondages, si des élections se tenaient maintenant, il recueillerait seulement 29% des voix, son score le plus bas depuis une dizaine d'années. Le problème est qu'il n'y a pas d'élections prévues avant 2023 et il n'est pas dit que ces futures élections seront libres, que les opposants politiques ne seront pas intimidés, criminalisés et qu'ils pourront mener campagne normale. Rien ne permet d'en être assuré. Erdoğan continue de miner les institutions de l'État. Il leur enlève ce qui leur restait d'indépendance, d'autonomie, comme il l'a fait avec la municipalité d'Istanbul qu'il a perdue lors des dernières élections locales. En ôtant leurs compétences aux instances municipales et en se les réappropriant, il arrive d'une certaine façon à annuler son échec.

□

CdB : Parmi les décisions prises unilatéralement par l'AKP ces derniers jours, l'une d'elles est passée plus inaperçue : la gestion du parc Gezi appartient désormais à une ancienne fondation de style ottoman...

N.Ş. : Oui, la municipalité a perdu Gezi. Et pour le [projet du Canal Istanbul](#), elle n'a jamais été consultée. Si ce projet était mis en œuvre, cela se ferait sans que la municipalité d'Istanbul y soit associée.

CdB : En plus d'avoir demandé l'interdiction du HDP, Erdoğan tente également de diminuer l'influence du CHP.

N.Ş. : La criminalisation du Parti républicain du peuple (CHP, opposition kémaliste, social-démocrate) va être un peu plus difficile que celle du HDP, la gauche pro-kurde, mais elle aussi est en cours. Le parti avait fait un saut idéologique énorme en s'alliant avec le HDP lors des dernières élections locales. C'est grâce à cet accord que l'AKP a perdu Istanbul et Ankara et c'est d'ailleurs pour cela qu'Erdoğan criminalise les membres du HDP et souhaite fermer ce parti : une nouvelle alliance entre ces partis d'opposition n'aurait alors pas lieu.

CdB : Parmi les autres décisions unilatérales prises ces derniers jours, on compte le limogement du patron de la banque centrale après cinq mois d'exercice. En 20 mois, il s'agit du quatrième dirigeant de la banque centrale à être limogé. L'AKP est-elle capable de rétablir la situation économique du pays ?

N.Ş. : Je ne crois pas. Du point de vue économique, cette décision est une erreur. Contre l'avis de toutes les instances de régulation financières, Erdoğan persiste à maintenir très bas le taux d'intérêt directeur. Cela lui permet d'octroyer des crédits bon marché qui, à court terme, oxygènent l'économie. Il est toujours dans le court terme, c'est une fuite en avant. Il donne ainsi momentanément l'impression de sortir de la crise parce qu'il injecte de l'argent et des crédits dans le circuit économique...

□

CdB : Après la réunion du conseil européen les 25 et 26 mars, aucune sanction n'a été prise contre la Turquie. Mais le pays a été placé sous surveillance par l'UE jusqu'au mois de juin et des sanctions, notamment dans le secteur du tourisme, sont évoquées si un recul de l'État de droit et des droits humains est constaté d'ici là. Que pensez-vous de cette réponse de l'UE ?

N.Ş. : Si vous regardez les dernières réunions de l'Union européenne, vous verrez qu'à chaque fois des sanctions sont envisagées, des indignations sont formulées et la décision est toujours remise à la prochaine réunion. Donc ils n'ont absolument aucune intention d'imposer des sanctions à la Turquie et le message passe très bien auprès d'Erdoğan. C'est de la *realpolitik* et c'est aussi le résultat d'une impossible cohésion au sein de l'Europe. Le président Macron semblait avoir une position un peu plus déterminée que celle de ses pairs, mais cette position n'a pas résisté aux « prudences » de la chancellerie allemande. Il a affirmé avec plus de détermination sa critique de l'Otan, mais au sein de l'UE, nous savons que c'est l'Allemagne qui s'oppose avec le plus d'efficacité à d'éventuelles sanctions contre Ankara.

Cela convient à la France de pouvoir maintenir un statu quo avec la Turquie, où elle possède des intérêts économiques importants

D'une certaine façon, cela convient à la France de pouvoir maintenir un statu quo avec la Turquie, où elle possède des intérêts économiques importants. Elle partage également avec l'Allemagne la volonté de confier à la Turquie le rôle de filtrer les réfugiés qui se dirigent vers l'Europe et d'abandonner à Ankara la gestion de la frontière Est de l'UE.

□

CdB : Les médias français parlent souvent de « dérive autoritaire » concernant le gouvernement d'Erdoğan. Doit-on encore parler de dérive ou devrait-on dire plus clairement « régime autoritaire » ?

N.Ş. : Pendant des années, la position et la politique d'Erdoğan n'ont pas pu être qualifiées clairement, on ne pouvait pas utiliser certaines notions politiques de crainte qu'elles ne soient clivantes. Le terme passe-partout le plus souvent utilisé a été « dérive autoritaire ». Cependant, à force de dériver, ce régime est bien arrivé quelque part, un lieu qui reste encore à définir, à qualifier. Cela fait un moment qu'il ne reste plus grand-chose de la démocratie en Turquie. Un semblant d'élection survit. Mais celles-ci se déroulent dans des conditions où les opposants sont criminalisés, leurs moyens d'expressions limités. Dans le sud-est anatolien, région à majorité kurde, où des maires HDP ont été élus, ils ont quasiment tous été destitués au profit d'administrateurs publics nommés par Ankara. Et les maires du parti d'opposition CHP qui ont remporté les élections à Istanbul et Ankara disposent d'une marge de manœuvre qui ne leur permet pas de rétablir un semblant de démocratie. Le régime d'Erdoğan est autoritaire, totalisant. Un homme seul prend la majorité des décisions. Les décisions sont prises du jour au lendemain et ne passent même pas par la chambre des députés.

Notes

[1] Nora Seni, *Inquiétante Turquie*, Politique Internationale, 170 (hiver 2020-2021), pp181-201.